

# A Genève, le personnel des services publics et du secteur subventionné se mobilisera le 14 juin pour plus d'égalité !

Les femmes\*<sup>1</sup> de la fonction publique et du secteur subventionné et les organisations du Cartel intersyndical de la fonction publique et du secteur subventionné préavisent officiellement la grève

Le 12 mars s'est réunie une assemblée générale du personnel de la fonction publique et des secteurs subventionnés un peu particulière. Présidée uniquement par les femmes, sa visée première était de mobiliser autour de la Grève féministe/grève des femmes\* prévue le 14 juin 2019 dans toute la Suisse. Ce mouvement d'ampleur nationale vise à combattre les discriminations subies par les femmes dans tous les domaines : économiques, sociales, violences, etc. Il s'agira d'une grève du travail rémunéré, du travail domestique, du « prendre soin » et de la consommation afin de visibiliser leur travail, de faire entendre leurs revendications et d'investir l'espace public.

Aujourd'hui, les discriminations sexistes persistent encore largement aussi au sein de la Fonction publique et des secteurs subventionnés : discriminations salariales, sociales, organisationnelle, insuffisance de protection, peu de prévention et de mesures en cas de harcèlement. Les services publics et le secteur subventionné ne sont pas épargnés par les discriminations entre femmes et hommes. En effet, les femmes doivent encore gérer une insertion difficile sur le marché du travail qu'elles doivent concilier avec leur vie privée, complexifiée par des horaires scolaires et professionnels inadaptés ainsi qu'une pénurie de crèches. Ainsi, les femmes\* de la fonction publique et du secteur subventionné ont déposé un cahier de revendications pour :

- Une politique salariale réellement égalitaire et transparente au sein de la fonction publique et du secteur subventionné ;
- Améliorer les droits liés au temps partiel ;
- Améliorer les mesures de protection de la maternité, notamment pour les CDD
- Avoir le même accès aux postes de direction et des facilités de plan de carrière ;
- Garantir le respect et la sécurité des femmes\* sur leurs lieux de travail ;
- Exiger un congé parental égalitaire ;
- Obtenir des crèches étatiques ;
- Obtenir une baisse généralisée du temps de travail ;
- Exiger une lutte active et intransigeante contre toute forme de violences, harcèlements et discriminations en assurant un traitement respectueux des victimes.
- Supprimer les examens et évaluation le 14 juin afin qu'élèves et enseignantes puissent exercer leurs droits de grève

---

<sup>1</sup> Toute personne qui n'est pas un homme cisgenre (soit un homme qui se reconnaît dans le genre qui lui a été assigné à la naissance)



Nous demandons donc au Conseil d'Etat d'accéder à nos revendications, de garantir le droit de grève et d'affirmer publiquement son soutien au mouvement.

**Personnes de contact :**

Francesca Marchesini, présidente de la SPG : 076 379 83 96

Anne Michel, SSP : 078 633 89 24

Lucille Tschanz, UNION : 078 749 76 49

Malika Michel, SSP/SPG : 076 318 74 35

Maimouna Mayoraz : SIT : 078 818 67 53

**Annexe : dossier de presse contenant :**

- *Le préavis de grève envoyé au Conseil d'Etat*
- *Le cahier de revendications CARTEL déposé auprès du Conseil d'Etat en février*
- *La résolution votée lors de l'AG du 12 mars 2019*